

<https://ricochets.cc/Les-medias-dominants-du-cote-du-neo-fascisme-7332.html>



# De nombreux médias dominants du côté du néo-fascisme

- Les Articles -



Date de mise en ligne : mercredi 21 février 2024

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

Au delà des cas connus de CNews (et des médias de Bolloré), BFM, LCI, i24..., de nombreux autres médias dominants relaient volontairement la propagande d'extrême droite et appuient tous les jours l'idéologie ultra-capitaliste et néo-fasciste, dans tous les domaines de l'actualité.

Nouvel exemple avec le traitement de l'assassinat d'une jeune à Crépol en Drôme.

Comme toujours (?) les plus riches et les puissants sont prêts à s'allier avec l'extrême droite, ou même à fusionner avec elle, pour garder à tout prix pouvoir et argent.

- Boycott et actions contre ces médias toxiques. Et développement de médias libres et engagés du côté de l'émancipation des peuples. Et mise en place d'un front commun offensif et porteur d'autres projets de société, car les partis et institutions ne suffiront pas à stopper le processus de fascisation.



De nombreux médias dominants du côté du néo-fascisme

## QUAND LA PRESSE TRANSFORME UNE DESCENTE DE NÉO-NAZIS EN SIMPLE "MARCHÉ"

Le 25 novembre dernier, des néo-nazis venus de toute la France se rendaient à Romans-sur-Isère, dans le quartier populaire de la Monnaie, dans le but assumé de frapper des noirs et des arabes, animés par une optique de guerre civile.

Utilisant la mort, quelques jours plus tôt, du jeune Thomas dans le village de Crépol, l'extrême droite s'était précipitée sur le cadavre encore chaud de la victime pour diffuser sa propagande raciste. Largement relayés, ces fascistes avaient inventé de toute pièce un « francocide », et une « attaque » gratuite d'une soirée paisible par des « sauvages » venus de la banlieue la plus proche. L'enquête révèle que l'affaire est beaucoup plus complexe : certains suspects étaient présents dès le début de la soirée et ne venaient pas de ce quartier populaire, le principal suspect a un patronyme français. Surtout, des coups avaient été donnés par des rugbyans dont l'un s'était écrié « j'ai envie de taper des bougnoules », sur un jeune en survêtement, ce qui avait provoqué la rixe mortelle.

Le 25 novembre donc, une équipe de militants néo-nazis s'organise pour aller s'attaquer au hasard à des habitants

du quartier mis en cause. L'organisation est préparée de façon militaire, avec des « chefs de section » et un « inventaire des armes ». Le chef se fait nommer « gros lardon » et donne l'ordre de frapper des « bougnoules » dans une conversation collective par téléphone. Sur un portable, une liste avec « les noms complets des principaux suspects, leur adresse, leur numéro de téléphone, ainsi que les prénoms et noms des membres de leur famille » a été retrouvée par des habitants. Dans des fils de discussion, on trouve notamment des appels à s'en prendre à des mères de familles.

Il s'agit donc d'une descente raciste préparée et organisée par des néo-nazis armés, dans le but de terroriser voire de tuer les habitants d'une cité.

**Pourtant, alors que certains des néo-nazis appréhendés ce soir là passaient en procès le 7 février, Le Parisien titre : « Ils avaient organisé une marche en réaction à la mort de Thomas à Crépol, de la prison ferme a été requise ». Vous avez bien lu : une marche.**

**C'est curieux, car pour les manifestations sociales, Le Parisien n'hésite pas à monter en épingle la moindre confrontation, parle de « casseurs », de « black blocs », « d'émeute » ou « d'ultra-gauche ».** Alors qu'il s'agit, au pire, de dégâts matériels. Le Parisien est sous le contrôle du groupe LVMH, donc du milliardaire Bernard Arnault, proche de Macron.

**Les autres grands médias ne sont pas en reste.** Le 26 novembre, France Info titrait à propos de cette descente : « Mort de Thomas : un militant de 20 ans hospitalisé après avoir été agressé par des jeunes ».

En effet, l'un des assaillants d'extrême droite avait été attrapé et corrigé par des habitants. D'entrée de jeu, l'information principale de cette radio de service public n'était pas que des néo-nazis aient attaqué un quartier pour frapper des noirs et des arabes, mais « l'agression » d'un des néo-nazis. Un angle journalistique qui inverse les responsabilités. France Info parlait de « personnes » venues « manifester » pour réclamer « justice pour Thomas », alors que les vidéos montrent qu'il s'agissait en réalité d'une parade hurlant « islam hors d'Europe », notamment.

**BFM était allé plus loin en titrant : « un militant d'ultra-droite gravement blessé en marge de la manifestation ».** Plusieurs arrangements avec la réalité en une seule phrase : **il ne s'agissait pas d'une manifestation, et ce jeune homme n'était pas « gravement blessé ».** Beaucoup moins, en tout cas, que les centaines de manifestants frappés dans leur chair par les tirs de LBD ou de grenades policières lors des mobilisations sociales, dont aucun média ne parle, sinon pour les accuser.

**Les mots sont importants. Les choix sémantiques de ces médias, aux mains de milliardaires et/ou subventionnés par l'argent public, normalisent l'extrême droite au quotidien.**

(post de Contre Attaque)

- ▶ autre exemple du glissement vers le néo-fascisme de dirigeants et du soutien ou du laisser faire de la part des puissants :



De nombreux médias dominants du côté du néo-fascisme

## êúFABRICE LEGGERI : DE L'AGENCE EUROPÉENNE FRONTEX AU RASSEMBLEMENT NATIONAL

- De l'abattoir à la porcherie -

« L'Europe, c'est la paix et les droits de l'Homme » nous avaient promis les européistes. A elle seule, l'agence Frontex prouve qu'il s'agit d'un énorme mensonge. Frontex, c'est la contraction de « frontière extérieure », le nom donné à une institution créée en 2004 par l'UE pour « sécuriser les frontières » européennes, c'est à dire traquer les réfugiés, les repousser en Méditerranée et organiser une forteresse autour de notre continent.

Frontex bénéficie de 500 millions d'euros de budget annuel, qu'elle utilise pour construire des camps aux portes de la Grèce ou de l'Italie, pour patrouiller au dessus de la Méditerranée ou de la Manche ou pour repousser des réfugiés à l'Est de l'Europe. Frontex met aussi au point des méthodes de surveillance extrêmement invasives depuis des années pour contrôler et frapper les corps : drones, vidéosurveillance, biométrie, capteurs thermiques et canons à son.

**L'agence Frontex est régulièrement accusée de graves violations des droits humains. Notamment avec la pratique du « push back », qui consiste à refouler illégalement des personnes exilées, notamment en faisant chavirer des embarcations chargées d'êtres humains.** Quand ils n'interviennent pas directement, les gardes côtes peuvent aussi délibérément ignorer les appels de détresse de réfugiés en mer, ce qui est une non assistance à personne en danger.

En juin 2023, 79 corps étaient repêchés et des centaines de personnes portées disparues au large de la Grèce. Parmi elles, une centaine d'enfants. C'était le pire naufrage en Méditerranée depuis des années. Un avion de Frontex avait repéré l'embarcation en détresse deux jours plus tôt, mais personne n'était venu secourir les naufragés.

En avril 2021, un pêcheur libyen avait alerté sur un bateau en difficulté avec 150 personnes à bord, hommes, femmes, enfants. Les associations de secours avaient alors désespérément relayé l'appel à l'aide à Frontex, qui avait les moyens de les sauver. Mais l'Europe n'a pas bougé : seulement l'envoi d'un avion de reconnaissance, 7 heures plus tard, qui n'a pu que constater la mort de tous les occupants.

**La Méditerranée est devenue un cimetière, notamment à cause de Frontex.** Le chercheur camerounais Achille Mbembé a forgé en 2003 le concept de « nécropolitique » : politique de mort. C'est à dire, quand les autorités décident quel type de population laisser mourir et qui il faut sauver. Voilà qui définit bien cette agence européenne. Devinez qui dirigeait l'agence jusqu'en avril 2022 ? Un français ! Il s'appelle Fabrice Leggeri, c'est un énarque à la mâchoire carrée, et il était à la tête de Frontex depuis 2015. Combien de naufrages, de coopérations troubles avec des gardes côtes libyens et de violation des droits fondamentaux sous la direction de Leggeri ? Nous ne le saurons jamais.

Par contre, on sait qu'il a démissionné en 2022 après une enquête pour « harcèlement », « mauvaise conduite » et « refoulements de migrants » menée par l'Office de lutte antifraude de l'UE. Le rapport faisait état de « transgressions des droits fondamentaux » des exilés par Frontex.

Leggeri s'était aussi opposé au recrutement des 40 agents des droits fondamentaux au sein de Frontex, et affirmait devant le Sénat que, sans son intervention, les institutions se seraient transformées en associations « humanitaires ». Grâce à lui, nous avons échappé à un État qui viendrait en aide aux personnes dans le besoin... Lors de sa démission, il était défendu par l'extrême droite : le Rassemblement National estimait qu'il a été « persécuté pour avoir tenté de défendre les frontières ».

Leggeri vient de se présenter comme candidat pour le parti d'extrême droite. Dans un entretien accordé au Journal du dimanche, récemment racheté par Bolloré, il annonce rejoindre la liste de Jordan Bardella pour les élections européennes. Selon lui, « le RN possède un plan concret et la capacité de le réaliser. Nous sommes déterminés à combattre la submersion migratoire, que la Commission européenne et les eurocrates ne considèrent pas comme un problème, mais plutôt comme un projet : je peux en témoigner ».

De plus en plus de hauts fonctionnaires, d'élus et de grands patrons optent pour le fascisme

**Voilà qui l'Union Européenne a placé pendant des années à la tête d'une institution aussi puissante que Frontex. Un néofasciste qui déshumanise les exilés et viole les droits fondamentaux, quitte à sacrifier des enfants.**

**Ce passage de Frontex à une liste d'extrême droite montre la mue progressive du système. De plus en plus de hauts fonctionnaires, d'élus et de grands patrons optent pour le fascisme. L'extrême droite contrôle déjà des leviers de pouvoir de plus en plus important, notamment les secteurs en qui disposent du pouvoir de décider de tuer ou de laisser vivre.** Avant Leggeri, l'ancien directeur de la DST, le service de contre-espionnage français, s'était présenté sur une liste du RN, entre autres. D'une certaine manière, le fascisme est déjà installé, au moins en partie, au sommet des États, de la police, de certaines institutions. C Fabrice Leggeri en est la preuve vivante.

(post de Contre Attaque)